

Développement du secteur pêche La FAO aux côtés du Gabon

Willy NDONG
Libreville/Gabon

LE Coordonnateur du Bureau sous-régional de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Helder Muteia, a eu, récemment, une séance de travail avec la nouvelle ministre de la Mer et de la Pêche, Prisca Koho-Nlend. Les échanges entre les deux personnalités ont porté sur l'appui de la FAO au Gabon en matière de développement durable du secteur de la pêche et de l'aquaculture. En effet, dans notre pays, la FAO appuie déjà le gouvernement



Helder Muteia (g) et Koho-Nlend à l'issue de la réunion de travail consacrée à la pêche.

Atelier sur les moyens alternatifs de financement des projets du Gabon

L'autre solution



Une vue de la réunion présidée par le ministre de l'Economie, Jean-Marie Ogandaga.

W.N.
Libreville/Gabon

LE ministre de l'Economie, Jean-Marie Ogandaga, a récemment présidé, à l'Agence nationale de promotion des investissements du Gabon (ANPI), l'atelier sur les moyens alternatifs de financement des projets nationaux du marché obligataire de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Initiée par le Bureau de Coordination du Plan stratégique Gabon émergent (BCPSGE) et la Commission de surveillance du marché financier d'Afrique centrale (Cosumaf), cette rencontre avait pour but d'indiquer aux acteurs du marché leurs possibilités

de lever des fonds pour financer leurs activités. « Aujourd'hui, les économies de la Cémac sont en retrait par rapport à celles de l'UEMOA et de la CEDEAO. Donc, il faut promouvoir les marchés de capitaux », a expliqué Nagoum Yamassoum, président de la Cosumaf. En effet, la caractéristique de la zone Cémac est la faiblesse de son marché financier. Cet atelier a donc permis à l'expert financier basé à Londres, Guillaume Samnick, de présenter différentes pistes et solutions pour les acteurs du marché désireux de venir lever des fonds, pour un financement long et soutenable des économies. « La solution, c'est d'inciter la rencontre entre les demandeurs et les investisseurs des capitaux qui sont dormants dans la sous-ré-

gion. Le but du jeu, c'est d'inciter les acteurs privés, mais aussi publics, à se présenter sur le marché, à émettre des titres en leur expliquant toutes les précisions qu'il faut prendre à l'avance pour s'assurer de réussir une émission obligataire », a affirmé M. Samnick.

Engagé dans la relance de son économie, le Gabon est porteur d'un potentiel à mettre en œuvre, avec l'optimisation de bonnes pratiques de gestion. « Il faut élever le niveau de gestion de gouvernance, parce que pour aller face au marché, on n'a pas 10 000 chances, c'est une chance pour avoir la crédibilité. Il faut avoir une réelle capacité à produire une comptabilité de projets réellement bien étudiés et dont on démontre la rentabilité », a précisé Liban Souleymane, coordinateur du BCPSGE.

Selon les organisateurs, élargir le champ de possibilité avec le marché des capitaux est l'instrument obligataire en Afrique centrale, en vue de soutenir durablement les économies.

dans la mise en œuvre de plusieurs initiatives en faveur du secteur de la pêche et de l'aquaculture. La contribution du secteur pêche au Gabon est modeste. Or, ledit secteur pourrait offrir de nombreuses et importantes opportunités de diversification de notre économie. Par ailleurs, avec une consommation de plus de 30 kg/an et par habitant, le poisson est, par ailleurs, une source importante de protéines

micro nutriments essentiels et contribue, de ce fait, fortement à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Au terme de cette rencontre, la FAO a réitéré son engagement et sa volonté à accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre de sa politique de développement du secteur de la mer et de la pêche, telle que définie dans le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) et dans le Plan national de relance

de l'économie (PRE). Pour le secteur de la pêche, les priorités des pouvoirs publics se déclinent actuellement autour de 4 axes importants que sont : l'amélioration de la connaissance sur les ressources halieutiques et leurs potentiels d'exploitation durable, le développement de plan d'aménagement des pêcheries, la lutte contre la pêche illégale et le développement d'une aquaculture commerciale.

Remerciements

Madame Sylvia BONGO ONDIMBA, ses sœurs, son frère et toute la famille prient toutes les personnes qui leur ont témoigné de la sympathie à l'occasion de leur grand deuil de trouver ici, avec l'expression de leur profonde reconnaissance, leurs sincères remerciements.

Précision

DANS notre article consacré au Tourisme, paru mardi 5 février 2019 en page 5, nous avons malencontreusement écrit qu'une délégation gabonaise, conduite par la directrice générale de l'Agence gabonaise de tourisme (Agatour), Karine Arissani, a séjourné dernièrement à Rouen, en France. Il fallait plutôt lire Angers, en France. Toutes nos excuses aux intéressés et à nos lecteurs.